

Si on zappait à Buenos-Aires ?

DEPUIS 1997, le Gouvernement de la ville de Buenos-Aires en Argentine (ville qui a statut administratif de province), a mis en œuvre un programme ZAP (*Zonas de Accion Prioritaria*) dont les promoteurs se sont pour une large part inspirés des politiques ZEP anglaises et françaises, tout en essayant d'en tirer les enseignements et d'apprendre aussi bien de leurs réussites que de leurs insuffisances. Impulsé par le Secrétariat à l'Éducation sous la responsabilité duquel il est mis en œuvre, il associe les services en charge de la Santé, de la Culture, de la Promotion sociale, du Logement et du Développement urbain, en une démarche transversale et non limitée aux politiques scolaires et éducatives. Les attendus mis en avant par le Secrétariat à l'Éducation en sont les suivants : « parce que nous voulons donner des chances égales à tous ; parce que nous n'acceptons pas comme naturel qu'il y ait des enfants qui apprennent moins ; parce que l'échec scolaire n'est pas un destin inévitable ».

La démarche concerne les cinq quartiers les plus déshérités de cette ville de trois millions d'habitants où la pauvreté et l'habitat insalubre atteignent une tout autre ampleur que ce que nous connaissons aujourd'hui en France. Elle touche près de 200 établissements et plus de 45 000 élèves des différents niveaux d'enseignement. Les problématiques mises en avant sont très proches de celles qui étaient à l'origine de la politique ZEP : mobiliser différentes catégories d'acteurs, professionnels et non professionnels, dans une démarche participative ; penser l'échec et les inégalités scolaires comme n'étant pas un problème exclusivement scolaire mais le symptôme de dynamiques sociales complexes, appelant certes des mesures relevant de politiques scolaires et éducatives, mais aussi des mesures relevant d'autres politiques sectorielles ; mettre en œuvre une action concertée de ces différentes politiques pour une approche et un traitement transversaux, intersectoriels des problèmes rencontrés. Les promoteurs du programme et les professionnels des différents secteurs ont visé à impliquer les acteurs et les habitants concernés dans une démarche collective et participative d'inventaire des difficultés, des besoins et des ressources des différentes zones et établissements et d'élaboration des pistes de réflexion

et d'action à mettre en œuvre. Les premiers projets ont pu démarrer à la fin 1998. Faute de place, tous ne seront pas présentés ici (le programme ZAP comporte une vingtaine de directions de travail) et je me limiterai à mettre en valeur ceux qui me paraissent les plus significatifs et, peut-être, les plus porteurs d'enseignements pour nous en France.

Tout d'abord le projet *maestro + maestro = éxito escolar* (un maître + un maître = réussite scolaire), poutre maîtresse du programme, témoigne, bien au-delà de l'ambition affichée par son titre, d'une véritable priorité accordée à une politique de prévention de l'échec scolaire. Toutes les classes de première année d'école élémentaire (l'équivalent de notre CP) de 50 écoles des quartiers concernés, se sont vues affecter un maître supplémentaire, intervenant essentiellement dans le domaine de l'apprentissage de la langue écrite (lecture et écriture), et dont la présence permet au maître ordinaire de la classe de bénéficier d'une formation en lien avec la recherche. La priorité ainsi définie ne porte donc pas seulement sur l'attribution de moyens conséquents au tout premier niveau de l'école élémentaire et à l'apprentissage de la lecture-écriture, mais aussi sur la liaison étroite entre attribution de moyens, formation – initiale et continuée – des enseignants, rénovation didactique et pédagogique et travail de recherche. Les premiers résultats, dont la presse s'est largement fait l'écho, sont fort prometteurs : diminution de six points du taux de redoublement de la première classe dans 32 écoles sur les 50 concernées. Bien évidemment, il faudra suivre de près l'évolution de cet indicateur dans les années à venir, concernant cette classe et celles qui lui font suite, pour évaluer la pérennité des transformations ainsi engagées, de même qu'il sera nécessaire d'en savoir plus sur les liens entre cette évolution et la réalité des apprentissages, dans le domaine de la lecture-écriture, des usages de la langue écrite, comme dans les autres domaines disciplinaires. Mais les résultats déjà obtenus sont tout à fait importants et plaident en faveur d'une concentration des moyens et d'une convergence des interventions sur les tout premiers apprentissages, dont nous gagnerions sans doute à nous inspirer.

D'autres projets me semblent exemplaires de réalisations par lesquelles des établissements scolaires dispensant des enseignements techniques et professionnels peuvent participer à l'amélioration sensible des conditions de vie dans les quartiers dans lesquels ils sont implantés, et à celle de la qualification sociale et technique d'une partie de leur population, sans pour autant rien abdiquer de leur spécificité et de leurs objectifs de formation de leurs élèves. Il s'agit par exemple du projet *Autoconstruccion assistada* dans lequel la formation professionnelle des élèves d'une école technique préparant aux spécialités du bâtiment est étroitement liée à un travail en grandeur réelle, par lequel élèves et enseignants participent, avec les familles concernées et la commission municipale du logement, à la conception et à la construction d'habitations permettant le relogement de familles mal logées. Autre exemple, le projet *Calidad de agua, calidad de vida* (qualité de l'eau, qualité de la vie), dans lequel les élèves d'une autre école préparant à des formations professionnelles en biologie, biochimie et microbiologie, se forment tout en mettant leurs compétences au service des habitants du quartier pour mesurer et leur apprendre à mesurer la qualité de l'eau venant d'une nappe phréatique menacée de pollution par la présence d'une immense décharge qui n'a fait l'objet d'aucun contrôle pendant de nombreuses années. Ces deux projets attestent la possibilité que l'école soit réellement au service de son environnement social, sans pour autant cesser d'être l'école, possibilité quasi inexplorée dans le cadre de la politique ZEP en France.

Le programme ZAP de Buenos-Aires mériterait d'autres développements et analyses que cette trop rapide esquisse. Nous espérons avoir l'occasion d'y revenir, si ce programme, comme nous l'espérons, est reconduit par le nouveau gouvernement de la ville, élu au printemps dernier. Il serait en effet fort dommage qu'il connaisse les mêmes avatars que ceux qu'a subis la politique ZEP du fait des alternances et des inflexions politiques.

Jean-Yves ROCHEX
Université Paris VIII